



Contribution à la mise en œuvre du projet « intensification céréalière » : estimation des besoins en équipement agricole du village de Baszaïdo

rb 02 04 2015

Préambule

La simulation ci-dessous souhaite éclairer la réflexion sur le financement local d'une opération de développement agricole engagée par six ASI de CASE Burkina : Yam Daabo, l'une d'entre elles, soutient depuis de nombreuses années le village de Baszaïdo (Province du Zondoma). Le projet en question ; dont l'objectif est l'« intensification céréalière.. » implique l'acquisition de « kassines » pour la réalisation du zaï mécanisé, et d'équipements facilitant la fabrication de composts améliorés (un puits « dédié », des charrettes, de l'outillage de manutention...)

Nous disposons d'informations sur les UP* (Unités de Production, exploitations agricoles dans le langage courant) susceptibles d'estimer les besoins en équipements agricoles pour la mise en œuvre du zaï mécanisé avec des composts améliorés et le semis en sec avec enrobage des semences, le « paquet » technologique sur lequel s'appuie le projet.

*grâce en particulier au mémoire de DEA de Laure Flandrin, membre de l'ASI YAM DAABO, qui soutient le village depuis de nombreuses années, principalement pour l'éducation.

1 Données démographiques

Le RGP 2006 indique que le village comptait à l'époque 628 habitants permanents, composés de 292 hommes et 358 femmes, répartis en 95 ménages, soit 6,6 résidents / ménage. Les actifs (15<<64 ans) représentaient 37,8 % du total et les jeunes (<15 ans) 50,6.

En 2010, le travail de Laure Flandrin met en évidence l'existence de huit quartiers*, pour une population totale de 680 résidents, dont la démographie varie de 47 à 117 personnes, réparties en 51 UP, leur nombre variant de 4 à 9 suivant les quartiers.

* : relevant de plusieurs ethnies, témoin de l'histoire du peuplement.

Elle met aussi en évidence l'importance des populations non résidentes, travaillant à l'étranger (RCI, Mali, Ghana) ou au Burkina (SW principalement), migrants de longue durée pour les premiers ou saisonniers pour les seconds (çàd susceptibles d'être présents pendant la saison des cultures). Leur effectif total s'élevait à près de 1.300 personnes, soit le double des résidents, et probablement plus du triple des actifs. Baszaïdo n'est en rien une exception dans la Région Nord ni pour l'ensemble du Burkina ; on retrouve des situations comparables dans tout le pays.

L'incidence de ces migrants sur les revenus des ménages est mal connue, de même que celle de leur présence en hivernage pour compléter la capacité de travail des UP.

2 Les besoins en kassines

Quoiqu'il en soit, ce sont les responsables des UP qui décident en matière d'équipement agricole. Comment estimer les besoins en kassines pour 56 UP ? Celles-ci, composées en moyenne de 5 actifs

résidents (283/56) cultivent chaque année entre 3 et 5 ha* (hors maraîchage). Selon Jo Ballade (PROMMATA), les villages actuellement équipés de kassines montrent que le potentiel de travail, tant pour le zaï mécanisé que pour les travaux d'entretien, se situe à 12 ha par kassine. Chacune pourrait donc être utilisée efficacement par 2 au moins et 4 UP au mieux.

* : en culture manuelle, la moyenne nationale est de 0,6 ha ; des études réalisées dans le Région Nord indiquent 1 ha.

Les besoins pour l'ensemble du village s'élèveraient donc entre 14 et 25, ou encore de deux à trois par quartier.

3 Les besoins en équipements pour la fabrication du compost

Le groupement féminin de Niessega*, spécialisé dans la fabrication de composts améliorés, et appuyé par l'ARFA, nous permet d'avancer certaines estimations. Chaque participante a la capacité de produire un peu plus de 3 T de composts par an, sous réserve de l'accès à un puits « dédié » pour le groupement (25 membres) et de disposer d'équipements en charrettes et outillage (fourches, arrosoirs..).

* : village voisin, soutenu par l' ARFA, ONG burkinabé partenaire du projet.

Les besoins en composts améliorés sont estimés à 5 T/ha par an, soit au moins 15 T** pour une UP, ce qui représente le travail de 4 à 5 producteurs environ**, ce qui ne pourrait être atteint qu'à moyen terme.

* : la traction animale permet d'accroître la superficie cultivée par actif, dans des proportions encore mal connues dans le cas de la kassine.

** : la fabrication n'a lieu que pendant la saison sèche.

Compte tenu de la dispersion de la population en huit quartiers, c'est à ce niveau que devra sans doute se décider la question des puits « dédiés ». Dans le cas où la solution retenue soit celle d'un puits par quartier, les besoins en équipement pour l'ensemble du village s'élèveraient donc à huit puits et une quinzaine de charrettes (deux par quartier) et d'outils complémentaires.

4 Les besoins de crédit de moyen terme

La kassine : dans sa version la plus simple (outils limités aux cultures annuelles), elle coûte près de 280 €, soit 93 par UP. Pour l'ensemble du village, compte tenu des considérations antérieures, les besoins de financement seraient donc de l'ordre de 3.920 à 7.000 €.

Les puits : à Niessega, dans des situations d'accès à la nappe phréatique sans doute comparables, le puits a coûté 1.200 €, dont 200 de valorisation du travail effectué par les productrices. Le besoin par quartier serait donc de ce montant, et de 166 € par UP (6 UP par quartier). Pour l'ensemble du village, il serait donc de l'ordre de 8.000 € .

Les équipements complémentaires pour les composts : deux charrettes et leurs accessoire coûteraient environ 1.000 € par quartier, soit là encore 166 par UP et 8.000 € pour l'ensemble du village.

Au total, donc de 20.000 à 24.000 € pour l'ensemble du village, soit de 400 à 470 € par UP.

5 Rentabilité et financement

Les données dont nous disposons (champs-écoles réalisés dans deux villages) conduisent à estimer l'augmentation annuelle de production liée au « paquet technique » d'intensification à au moins 300 kgs / ha de céréales, soit 3.600 kgs par kassine, 1.200 par UP (hypothèse : 1 kassine pour trois UP). La valeur marchande par UP est ainsi de l'ordre de 275 € (150Fcfafa par kg de céréale).

Une solution de crédit à cinq ans conduirait chaque UP à rembourser, tous les ans :

- Pour la kassine : 18,6 de remboursement du capital et 9,3 d'intérêt (10 %*) : Σ : 27,9

- Pour le puits : 33,2 de remboursement du capital et 16,6 d'intérêt (10 %*) : Σ : 49,8
- Et autant pour les équipements complémentaires : 49,8

* : taux pratiqué par les CPC du Burkina

Soit, au total : 127,5 € par an, un peu moins de la moitié des gains annuels de productivité.

6 Questions qui en découlent

Les CPC (Caisses Populaires de Crédit) peuvent-elles prendre en charge ce crédit, mobiliser les financements nécessaires, gérer les prêts dans des villages éloignés de ses bureaux* ; vont-elles exiger de la part de l'ASI de se porter garante ?

* : Ouahigouya est à une trentaine de kms

Le fait que l'ASI se porte garante d'aura-t-il pas des effets pervers sur les remboursements ?

En année 3 (2017) le projet implique l'élaboration d'une réplique du paquet technique à l'échelle de la commune rurale dont dépend Baszaïdo, soit une dizaine d'autres villages. A l'échelle de besoins de financement de +/- 200.000 €, qu'en est-il des capacités de la CPC ?

A noter que si l'ASI souhaitait prendre à sa charge une annuité, il lui en coûterait 4.000 à 4.800 €